

La démocratie et la souveraineté populaire vues par les « élites »

Quoi que l'on pense de Notre Dame Des Landes, la décision de gouvernement vient de nouveau de bafouer un référendum malgré les déclarations du candidat Macron.

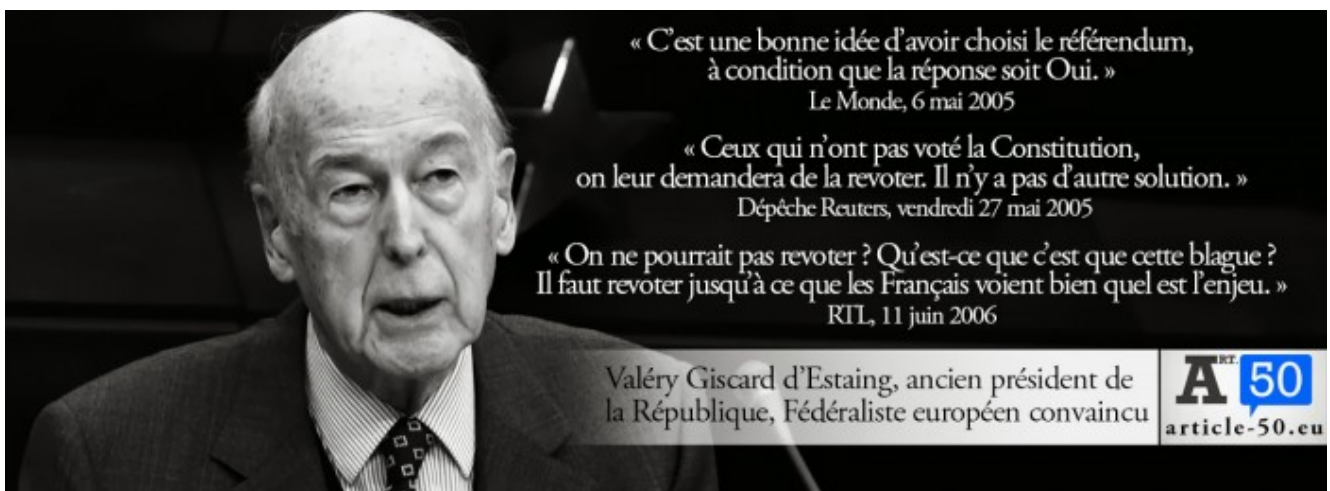
C'est le deuxième référendum bafoué cette année puisque le référendum corse de 2003 s'est vu lui aussi trahi au premier janvier 2018 avec la [disparition des départements corses](#).

Après le référendum alsacien de 2013, une loi fut adoptée en 2014 pour supprimer l'obligation de consultation populaire en cas de réformes territoriales. Quand le peuple vote mal, on supprime le vote.

Les référendums français et hollandais de 2005 ont tous les deux été trahis par le traité de Lisbonne en 2008.

Les Hollandais ont été trahi une fois de plus en 2017 avec l'entrée de l'Ukraine dans Schengen malgré le référendum hollandais de 2016.

Face à ce mépris des référendums, il est intéressant de lire les déclarations des différents responsables politiques.




« Dire que tout va changer parce qu'il y a un nouveau gouvernement à Athènes, c'est prendre ses désirs pour des réalités [...]. Il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens. »

Jean-Claude Juncker (janvier 2015), président de la Commission européenne



« Interroger un pays sur des sujets extrêmement compliqués – on l'a vu au moment du traité constitutionnel – aboutit à une inconscience collective . »

Alain Minc (octobre 2010), essayiste



« Ce référendum [le Brexit] n'est pas la victoire des peuples sur les élites, mais des gens peu formés sur les gens éduqués »

ALAIN MINC
LE FIGARO, 29 JUIN 2016

DAMOCLES



« Le référendum est pareil
à une “vérole”
antidémocratique que la
France aurait propagée
dans l'ensemble de l'Europe. »

ALAIN MINC

LE FIGARO, 11 AVRIL 2005

DAMOCLES

« Il faut arrêter de penser que les élites sont mauvaises et que le peuple est bon. Je ne crois pas que le peuple, dans sa grande sagesse, est capable de tout comprendre . »

Sylvie Goulard (mai 2016), ancien ministre

A close-up portrait of Sylvie Goulard, a woman with dark, wavy hair, wearing a light grey jacket. She is looking slightly to the right of the camera with a neutral expression. The background is a solid red color.

**« Je ne me sens pas
française. »**

– Sylvie Goulard à Jacques Myard,
nouvelle Ministre des Armées

A close-up portrait of Sylvie Goulard, similar to the one above, but with a purple and pink gradient background. She is wearing a dark blue turtleneck sweater and a brown scarf. Her expression is neutral.

**« Le député européen
ne s'adresse pas au
petit public français. »**

SYLVIE GOULARD
LYON MAG, 24 AVRIL 2014

DAMOCLES

« Nous ne ferons pas l'erreur de David Cameron, rassurez-vous. Nous n'allons pas faire de référendum sur la sortie de la France de l'Union européenne, ça, je puis vous l'assurer .

»

Ségolène Royal (juillet 2016), ancien ministre, ancienne candidate à l'élection présidentielle



« Assumer la responsabilité [des résultats électoraux], cela veut dire [pour les chefs de parti] ne pas redonner ce mandat aux électeurs . »

Frank-Walter Steinmeier (décembre 2017), président allemand

« On sait très bien que ceux qui se déplacent ne viennent pas répondre à la question mais exprimer leur mécontentement général »

Pierre Bédier, président du département des Yvelines.



« Voilà maintenant trente-cinq ans que le traité de Rome a été signé et que d'Acte unique en règlements, de règlements en directives, de directives en jurisprudence, la construction européenne se fait sans les peuples, qu'elle se fait en catimini, dans le secret des cabinets, dans la pénombre des commissions, dans le clair-obscur des cours de justice.

Voilà trente-cinq ans que toute une oligarchie d'experts, de juges, de fonctionnaires, de gouvernants prend, au nom des peuples, sans en avoir reçu mandat des décisions dont une formidable conspiration du silence dissimule les enjeux et minimise les conséquences. »

Philippe Séguin, ancien ministre des Affaires sociales et de l'Emploi, ancien président de l'Assemblée nationale (1993-1997)
Discours devant l'Assemblée nationale, 5 mai 1992

ART 50
ARTICLE-50.eu

Le 21 Janvier 2018, dans une interview à la BBC, Macron admet que les français voteraient probablement en faveur d'un FREXIT s'ils en avaient l'occasion dans un référendum.

Quel cynisme. Sachant pertinemment que le peuple ne veut plus de l'UE, le président continue à parler de fédéralisme et de souveraineté européenne. Le vote UPR, le parti de rassemblement du FREXIT censuré par l'élite politico-médiatique est là pour que les français puissent enfin sortir de la prison de l'UE.

M. [@AndrewMarr9](#), sur le [#BREXIT](#) : « Si la [#France](#) avait eu un référendum, il aurait pu y avoir le même résultat ? »
Emmanuel [#Macron](#) : « Oui. Probablement, probablement. »
Ce discours montre que M. [#Macron](#) sait pertinemment que les [#Français](#) ne sont pas pour l'[#UE](#). [#FREXIT](#) [#UPR](#)
pic.twitter.com/eJV5pG0Asx

– Fabienne Vulot (@FabienneVulot) [21 janvier 2018](#)

LES GOPÈ : L'Europe de Macron, c'est ceci !!

Chaque année, la Commission Européenne publie des « Grandes Orientations de Politique Economique » pour chacun des 28 Etats.

Ces « recommandations » doivent être appliquées par les Etats en raison de l'article 121 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE).

Les mesures appliquées par le Gouvernement LREM, proviennent de ces GOPes :

1. **Coupe dans les dépenses de Santé.** Cela signifie fermeture du service Réanimation à Meulan par exemple, **baisse des remboursements** ou **dégradation des conditions de travail des soignants.**
2. Réduction du coût du travail : **baisse des allocations chômage**
3. **Baisse de l'impôt sur les sociétés ; Augmentation de la CSG** ou de la TVA
4. **Réforme du droit du travail et des acquis sociaux** pour « améliorer l'accès au marché du travail »
5. **Gel du SMIC** car trop élevé pour nos entreprises
6. **Ubérisation de la société française** : libéralisation des taxis, professions juridiques, médicales, pharmacies et des services (Poste, Sncf, ...)

François Asselineau le disait lors des présidentielles

: <https://youtu.be/x2rE3buEX3s>



----- Pour mieux comprendre... -----

Lien vers ces GÖPE publiées les 22 mai 2017
: <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=COM%3A2017%3A509%3AFIN&from=FR>

Lien vers l'article 121 :
https://fr.wikisource.org/wiki/Traité_sur_le_fonctionnement_de_l'Union_européenne#Article_121

Ces GÖPES n'ont de recommandations que le nom ! En effet, elles réapparaissent dans le rapport de l'année suivante, si elles ne sont pas appliquées. Il faut aussi savoir que la Commission peut formuler un « avertissement » et mettre en place une « procédure de surveillance multilatérale » si ces mesures ne sont pas appliquées.

Un troisième élément nous aide à comprendre que ces GÖPE ne sont des mesures facultatives malgré leur nom : les Göpés sont élaborées par le Conseil (regroupement des ministres des gouvernements des États membres)

- en suivant l'orientation libérale des traités
- en suivant les suggestions de la Commission (constituée de fonctionnaires non élus qui sont chargés de faire appliquer les traités)
- en prenant l'avis du Conseil Européen (regroupement des chefs d'Etats et de Gouvernement des Etats membres).

Le principe est, pour les élites politiques des 28 pays (psdt, 1er ministre, ministres), **de faire une évaluation** croisée des politiques de tous les Etats, en suivant le cadre libéral des traités, **et d'imposer aux petits copains des autres pays des réformes**. Chaque homme politique baigne donc dans un environnement intellectuel qui l'oblige à penser d'une manière avant tout libérable et d'appliquer les recommandations chez lui puisqu'il exige de ses camarades des autres pays de faire de même. **Notons qu'ainsi, toute action coercitive est rendue finalement inutile !**

Ainsi les Etats sont contraints d'appliquer ces GOPES tôt ou tard.

----- **En conclusion...** -----

Certes, des citoyens peuvent considérer qu'il est légitime d'appliquer une telle politique libérale. Ou encore que ces mesures sont aussi voulues par les gouvernements nationaux.

Mais l'UPR veut faire apparaître au grand jour, qu'**en raison de ces GOPÈ, les hommes politiques n'ont plus les manettes, ET QUE LA SOUVERAINETE DES PAYS et NOTRE DEMOCRATIE-MEME, SONT EN JEU !** Hollande n'était pas en mesure de « lutter contre la finance » pas plus que **Macron** n'est capable de faire du libéralisme « doux » pour préserver notre modèle sociale et nos grands services publics à la française comme des gens l'imaginent encore. **Mélenchon**, s'il était arrivé au pouvoir, n'aurait pas pu plus que quiconque, déroger à ces orientations car les mesures qu'il aurait prises auraient « risqué de compromettre le bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire » et nous serions sous le coup d'une procédure d'« avertissement » comme l'indique l'art 121 – tout comme le terme « recommandation », le terme « avertissement » ne peut être considéré dans son sens littéral-.

L'article 121 ne pouvant être contourné, et toute modification de ce traité étant impossible car nécessitant l'unanimité des

28 Etats, les Français doivent se faire à l'idée que le **FREXIT** s'imposent à eux s'ils veulent préserver leur pouvoir démocratique.

Comment l'UPR m'a endoctriné

Au départ je soutenais aveuglément Macron. Il disait ni droite ni gauche et parlait d'Europe et ce discours me séduisait. Quand François Bayrou a choisi de faire alliance avec lui alors je me suis engagé, enthousiasmé par les perspectives de changement de la vie politique et la fin programmée du PS et LR.

Mais voilà en devenant un acteur engagé, je fus aussi un observateur attentif.

Et c'est alors que je me suis rendu compte de l'énorme enfumage médiatique. Les petits candidats sont méprisés. Jean Lassalle pour qui j'avais une affection particulière était moqué et partout on ne disait que du bien d'Emmanuel Macron.

C'est comme cela que j'ai découvert que nos médias sont détenus par 10 milliardaires qui manipulent l'opinion. Que les médias publics sont contrôlés par un ancien collaborateur de macron. Que les sondages sont des instruments de manipulation. Je me suis révolté. Comme beaucoup je m'étais laissé prendre par le marketing qui a promu la marque macron. Le film « les nouveaux chiens de garde » m'a ouvert les yeux sur le fonctionnement de la propagande.

C'était très déstabilisant car cela voulait dire que tout ce que je croyais était faux.

L'oligarchie a gagné. Le dépeçage de la France peut continuer.

Notre nouveau président va tenir compte en premier des intérêts de ceux qui l'ont porté au pouvoir bien avant de considérer ceux des français.

[Retour en vidéo sur cette expérience.](#)